

« La crise a dévoilé l'incapacité des Européens d'agir collectivement »

HISTOIRE Adam Tooze publie « Crashed », une analyse magistrale de la crise financière

► L'historien anglais décrypte les ressorts de la « crise de 2008. »
► Il pointe le talon d'Achille de l'Europe : l'incapacité de définir des réponses communes.

ENTRETIEN

On aimerait pouvoir se dire que la « crise financière de 2008 » appartient au passé, qu'elle n'a été qu'un « mauvais trip » dont nous serions enfin sortis – comme le veut le leitmotiv du « retour à la normale » rabâché par les dirigeants européens. Et l'on pourrait alors – au choix – se plonger dans la lecture d'une longue étude appelée à faire autorité, publiée opportunément à l'occasion du dixième anniversaire des « événements. » Mais ce n'est pas le point de vue d'Adam Tooze, un historien respecté (et à juste titre) notamment pour un ouvrage pionnier sur l'économie nazie. *Crashed*, qui sort en français aux éditions Les Belles Lettres, porte un sous-titre sans équivoque : « Comment une décennie de crise financière a changé le monde ». Et, doit-on ajouter, continue à le changer. Sans doute, on ne s'étonnera pas que la crise – qui, à l'examen, fut transatlantique, plus que mondiale – ait contribué à accélérer l'émergence de la Chine ; encore que cela n'allait pas de soi. Plus étonnant, et contrairement aux proclamations d'alors, souvent européennes, elle n'a pas miné la position centrale des États-Unis dans l'économie mondiale. En particulier dans la sphère financière, elle semble même, para-

« La Chine a fait tout ce qu'elle pouvait ; les États-Unis, énormément ; et l'Europe... pratiquement rien ! »

doxalement, avoir conforté la « pole position » du dollar américain. De sorte que la principale victime est l'Europe – et surtout l'idée européenne.

La crise de 2008 fut alors – et reste aujourd'hui encore – souvent présentée comme une « crise américaine. » Mais comment expliquer que la « crise des subprimes » ait fait tant de dégâts de ce côté-ci de l'Atlantique ?

Pour deux raisons. Un : parce que les banques européennes étaient très largement impliquées dans la bulle immobilière américaine. Et que celle-ci n'était qu'une des manifestations d'une gigantesque expansion du crédit transatlantique, qui impliquait également l'Irlande et l'Espagne, pour ne citer que ces deux exemples – et dont les banques européennes étaient donc conjointement responsables. Et la deuxième raison pour laquelle la zone euro fut particulièrement affectée s'explique par la manière dont les États membres ont choisi de répondre à la crise.

Plus exactement : par leur incapacité à définir une réponse commune face à un problème commun. La crise a dévoilé l'incapacité des Européens d'agir collectivement.

Autrement dit : parce qu'à l'automne 2008, la règle fut celle du « chacun pour soi », alors qu'aux États-Unis, le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, mettait en place un plan de 700 milliards de dollars destiné notamment à recapitaliser les (grandes) banques américaines. Mais est-ce qu'un Plan Paulson européen – dont Berlin ne voulut pas entendre parler – aurait permis d'éviter la crise de l'euro, la crise dite « des dettes souveraines » ?

Non. La crise grecque se serait produite de toute façon. Mais il aurait été plus facile d'y répondre, notamment parce que les banques européennes auraient été bien plus solides. De plus, l'arbre ne doit pas cacher la forêt : d'autres pays, en particulier l'Espagne et l'Irlande, faisaient face aux conséquences de l'explo-

Adam Tooze

Adam Tooze est professeur d'histoire à l'Université Columbia (New York), où il dirige l'Institut européen. Il est né à Londres et a étudié au Royaume-Uni (à Cambridge et à la London School of Economics) et à Berlin. Il a enseigné à Cambridge (Royaume-Uni) et à Yale. Spécialisé dans l'histoire contemporaine, il est notamment l'auteur du « Salaire de la destruction », une importante étude sur la formation et la ruine de l'économie nazie, paru en 2012 aux éditions Les Belles Lettres.



« L'Union européenne a été bâtie sur des institutions conçues pour limiter l'action publique. » © DR.

sion de leurs propres bulles immobilières. Cela dit, un Plan Paulson européen aurait permis de contenir la crise.

Que les États-Unis se soient redressés plus rapidement et qu'ils restent, sinon le cœur de l'économie mondiale, tout au moins – et de manière indiscutable – l'un de ses deux grands piliers, aux côtés de la Chine, est particulièrement vexant pour l'Europe, non ? Les autorités américaines sont

intervenus massivement, et de manière décisive. Vous avez cité le Plan Paulson. De son côté, la Réserve fédérale, la Banque centrale des États-Unis, a joué son rôle de prêteur en dernier ressort pour les banques américaines, mais aussi pour les banques européennes, via des accords de swap (NDLR : lui permettant de fournir des dollars à la Banque centrale européenne et à la Banque d'Angleterre). Et elle a rapidement et massivement injecté des liquidités dans le sys-

tème financier via sa politique d'assouplissement quantitatif – et ce, dès 2008. Les autorités américaines ont démontré leur capacité à soutenir le système financier mondial basé sur le dollar. S'agissant de la Chine, la crise n'a pas, à proprement parler, aidé la Chine. Mais les mesures mises en œuvre sur une grande échelle ont démontré la détermination du régime chinois à faire tout ce qui était nécessaire pour que la croissance se poursuive. En réalité, la crise a

constitué un test pour les différents régimes politiques. Et que doit-on constater ? Que la Chine a fait tout ce qu'elle pouvait ; les États-Unis, énormément ; et l'Europe... pratiquement rien !

Pourquoi ?

Parce que l'Union européenne a été bâtie sur des institutions conçues pour limiter l'action publique. Les règles budgétaires ont été conçues pour limiter les politiques discrétionnaires. Et la Banque centrale européenne (BCE) a été un champ de bataille entre les représentants des États membres, ce qui a retardé sa capacité à agir de manière décisive. Il a fallu attendre l'été 2012 pour que son président Mario Draghi jure de faire « tout ce qu'il faut » pour sauver l'euro ; et 2015 pour que la BCE lance son programme d'assouplissement quantitatif – et encore, face à la menace de déflation. Il y a, dans le système institutionnel européen, d'énormes freins envers les politiques actives.

L'Europe, écrivez-vous, est en déclin. Pensez-vous que les Européens, qui ont été incapables de définir une réponse commune non seulement face à la crise de 2008, mais également face à la crise des réfugiés, pourront surmonter leurs divisions afin de conserver au Vieux Continent une place dans le monde de demain ?

Il est important d'être réaliste. Le niveau de vie en Europe reste bien plus élevé que dans les pays émergents d'Asie. Il ne s'agit pas, pour les Européens, de tomber dans la misère ; mais, pour l'Europe, de compter toujours moins, d'être progressivement larguée, marginalisée notamment dans la maîtrise des technologies clefs de l'avenir. Mais il n'y a pas de fatalité. La Chine a renforcé ses capacités technologiques, via l'intervention de l'État. Il n'y a aucune raison que l'Europe ne puisse faire la même chose. Mais il faut avoir la volonté politique. Et mettre en œuvre les politiques appropriées. ■

Propos recueillis par DOMINIQUE BERNIS

Crashed. Comment une décennie de crise financière a changé le monde.
ADAM TOOZE
Les Belles Lettres
766 pages
25,90 euros.

MILLON

Maison de ventes aux enchères depuis 1925

Mardi 16 octobre 2018

En présence de notre expert
M. Jean GAUCHET

le matin sur rendez-vous de 10h à 13h
l'après midi sans rendez-vous de 14h à 18h

En vue des ventes des semaines asiatiques
à NICE, PARIS et BRUXELLES

CONTACT : Mélissa LAFONT

02 646 91 38 - melissa@millon-belgique.com

Vente cataloguée
VINYLES
le 16 octobre 2018

MILLON BELGIQUE - Avenue des Casernes, 39 b - 1040 Bruxelles - www.millon-belgique.com

**JOURNÉE EXCEPTIONNELLE
D'EXPERTISES CONFIDENTIELLES ET GRACIEUSES**

ART D'ASIE



Adjugé 80 000€



Adjugé 4500€



Adjugé 300 000€



Adjugé 14 000€



Adjugé 32 000€



Cercle de Lorraine
THE BRUSSELS BUSINESS CLUB

Mardi 23 octobre à 18 h 00

Christine Ockrent

Journaliste et écrivain

Présentera son dernier livre :

« Mohammed ben Salman, le prince mystère de l'Arabie »



Infos & inscriptions : 02 374 65 25 - cl@cl.be - www.cl.be